

*Ministère des Affaires étrangères, du Commerce extérieur
et de la Coopération au Développement,*

Appel n° 48/72. Recrutement d'un médecin généraliste pour la République du Niger, p. 11424. — Appel n° 51/72. Recrutement d'un médecin biologiste et d'un médecin chirurgien pour la République du Zaïre, p. 11425. — Appel n° 52/72. Recrutement d'un médecin gynécologue pour la République du Zaïre, p. 11426. — Appel n° 53/72. Recrutement d'un professeur pour l'Institut Panafricain pour le Développement. Ecole des Cadres à Douala (Cameroun), p. 11426.

Ministère de l'Emploi et du Travail

Dépôt de conventions collectives de travail, p. 11427.

**LOIS, DÉCRETS,
ARRÊTÉS ET ACTES DU GOUVERNEMENT**

**MINISTÈRE DES COMMUNICATIONS
ET DES POSTES, TELEGRAPHES ET TELEPHONES**

5 JUIN 1972

Loi sur la sécurité des navires (1)

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE Ier. — Définitions

Article 1er. Pour l'application de la présente loi on entend par :

1° « capitaine » : toute personne chargée du commandement d'un bâtiment ou qui le prend en fait, ainsi que toute personne qui le remplace;

2° « propriétaire » : la personne qui possède le bâtiment en propriété. Est assimilé au propriétaire, pour l'application de la présente loi, l'armateur, l'affrèteur, l'exploitant ou la personne qui a le bâtiment en possession;

3° « navire » : tout bâtiment faisant habituellement en mer le transport des personnes ou des choses, la pêche, le remorquage, le dragage ou toute autre opération lucrative de navigation ou qui y est destiné;

4° « bâtiment de plaisance » : tout bâtiment qui, soit à titre gratuit, soit à titre onéreux et sous quelque forme que ce soit, fait ou est destiné à faire en mer de la navigation de plaisance, à l'exception toutefois des bâtiments visés au 3° du § 1 de l'article 3 et au § 2 du même article et des navires à passagers tels qu'ils sont définis par le Roi;

(1) Session 1970-1971.

Chambre des représentants.

Documents parlementaires. — Projet de loi, n° 998-1. — Rapport, n° 998-2. — Amendements, n° 998-3.

Annales parlementaires. — Discussion. Séances des 6 et 8 juillet 1971. — Adoption. Séance du 8 juillet 1971.

Sénat.

Documents parlementaires. — Projet de loi, n° 639.

Session 1971-1972.

Sénat.

Documents parlementaires. — Rapport, n° 247. — Amendement, n° 256. — Rapport complémentaire, n° 317.

Annales parlementaires. — Discussion. Séances des 16 mars, 3 et 4 mai 1972. — Adoption. Séance du 4 mai 1972.

Chambre des représentants.

Documents parlementaires. — Liste, n° 221-1. — Projet de loi, n° 221-2.

Annales parlementaires. — Discussion et adoption. Séance du 1er juin 1972.

*Ministerie van Buitelandse Zaken, Buitenlandse Handel en
Ontwikkelingssamenwerking*

Oproep nr. 48/72. Aanwerving van een geneesheer omnipracicus voor de Republiek Niger, bl. 11424. — Oproep nr. 51/72. Aanwerving van een geneesheer bioloog en van een geneesheer chirurg voor de Republiek Zaïre, bl. 11425. — Oproep nr. 52/72. Aanwerving van een geneesheer-gynaecoloog voor de Republiek Zaïre, bl. 11426. — Oproep nr. 53/72. Aanwerving van een leraar voor het Panafrikaans Instituut voor Ontwikkeling. Kadernschool te Douala (Kameroen), bl. 11426.

Ministerie van Tewerkstelling en Arbeid

Neerlegging van collectieve arbeidsovereenkomsten, bl. 11427.

**WETTEN, DECRETEN,
BESLUITEN EN AKTEN VAN DE REGERING**

**MINISTERIE VAN VERKEERSWEZEN
EN VAN POSTERIJEN, TELEGRAFIE EN TELEFONIE**

5 JUNI 1972

Wet op de veiligheid der schepen (1)

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — Begripsbepalingen

Artikel 1. Voor de toepassing van deze wet wordt verstaan onder :

1° « kapitein » : ieder die belast is met de leiding van een vaartuig of deze leiding in feite neemt, alsmede ieder die hem vervangt;

2° « eigenaar » : hij die het vaartuig in eigendom bezit. Voor de toepassing van deze wet wordt met eigenaar gelijkgesteld : de reder, de scheepshuurder, de exploitant of hij die het vaartuig in bezit heeft;

3° « schip » : het vaartuig dat gewoonlijk op zee personen of zaken vervoert, de visvangst bedrijft, sleepverrichtingen, baggerwerken of enige andere winstgevendende verrichting van scheepvaart uitvoert, of dat ertoe bestemd is;

4° « pleziervaartuig » : elk vaartuig dat, al dan niet gebruikt voor winstgevendende verrichtingen, in welke vorm ook, op zee aan pleziervaart doet of ervoor bestemd is, met uitzondering van de vaartuigen bedoeld in 3° van § 1 van artikel 3 en in § 2 van hetzelfde artikel evenals de passagierschepen zoals door de Koning omschreven;

(1) Zitting 1970-1971.

Kamer van volksvertegenwoordigers.

Parlementaire bescheiden. — Wetsontwerp, nr. 998-1. — Verslag, nr. 998-2. — Amendementen, nr. 998-3.

Parlementaire Handelingen. — Bespreking. Vergaderingen van 6 en 8 juli 1971. — Aanneming. Vergadering van 8 juli 1971.

Senaat.

Parlementaire bescheiden. — Wetsontwerp, nr. 639.

Zitting 1971-1972.

Senaat.

Parlementaire bescheiden. — Verslag, nr. 247. — Amendement, nr. 256. — Aanvullend verslag, nr. 317.

Parlementaire Handelingen. — Bespreking. Vergaderingen van 16 maart, 3 en 4 mei 1972. — Aanneming. Vergadering van 4 mei 1972.

Kamer van volksvertegenwoordigers.

Parlementaire bescheiden. — Lijst nr. 221-1. — Wetsontwerp, nr. 221-2.

Parlementaire Handelingen. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 1 juni 1972.

5° « eaux maritimes belges » : la mer territoriale, les ports du littoral, l'Escaut maritime inférieur telles que les limites en sont fixées par le Roi, le port de Gand, la partie belge du canal de Terneuzen à Gand et les ports situés sur cette partie du canal et les canaux Zeebrugge-Bruges et Ostende-Bruges.

CHAPITRE II. — Conditions de sécurité

Art. 2. § 1er. Aucun navire belge ou étranger ne peut prendre la mer à partir d'un port belge ou naviguer dans les eaux maritimes belges et aucun navire ne peut prendre la mer à l'étranger sous pavillon belge sans être en état de sécurité.

§ 2. Sans préjudice des dispositions de l'article 3, aucun navire n'est autorisé à naviguer sous pavillon belge s'il n'est muni d'un certificat en cours de validité visé à l'article 5 ou 6 ainsi que des certificats en cours de validité visés à l'article 9, 1°.

Art. 3. § 1er. Sont soumis à un régime spécial :

1° Les navires belges naviguant exclusivement dans une zone de navigation restreinte le long d'une côte.

Ces navires doivent être munis d'un certificat de navigabilité pour navigation restreinte côtière qui n'est valable que pour la zone qui y est indiquée.

Le certificat est délivré et la durée de sa validité est éventuellement prorogée, conformément à l'article 5, § 3, par le chef de district du service de l'inspection maritime.

Sans préjudice des dispositions de l'article 4, le Roi fixe les conditions dans lesquelles le chef de district du service de l'inspection maritime détermine les limites d'une zone de navigation restreinte.

2° Les bâtiments, autres que les bâtiments de plaisance, qui entreprennent un voyage spécial.

Ces bâtiments doivent être munis d'une autorisation de départ délivrée pour la durée et aux conditions fixées par le chef de district du service de l'inspection maritime et, à l'étranger, par un fonctionnaire consulaire belge.

L'autorisation de départ n'est délivrée que si le voyage spécial ne présente aucun danger pour la sécurité des personnes embarquées.

À l'étranger, l'autorisation de départ n'est donnée que sur rapport favorable de trois experts de sociétés de classification reconnues, désignés par le fonctionnaire consulaire belge. Une copie de l'autorisation et du rapport est transmise sans délai au chef de district du service de l'inspection maritime.

Les bâtiments ayant à bord une autorisation de départ ne doivent pas être munis d'un certificat de navigabilité.

3° Les bâtiments qui transportent habituellement dans les eaux maritimes belges, à l'exception de la mer territoriale belge, plus de six personnes moyennant paiement, ou qui y sont destinés.

Le Roi détermine dans quelle mesure les dispositions de la présente loi leur sont applicables et fixe les conditions à remplir pour être en état de sécurité.

4° Les bâtiments de plaisance. Le Roi détermine les conditions que les bâtiments de plaisance doivent remplir pour être en état de sécurité et les moyens de surveillance et de contrôle y afférents.

§ 2. Sont exclus de l'application de la présente loi, les bâtiments affectés aux amusements de plage, sauf si ces bâtiments possèdent un équipage et se livrent à des opérations lucratives.

§ 3. Le Roi peut rendre la présente loi applicable, en tout ou en partie, aux bâtiments ou engins qui ne tombent pas sous l'application de l'article 3, § 1er, 3° et 4°, et § 2.

Art. 4. Le Roi fixe :

1° en fonction du service et de la navigation auxquels un navire est destiné, les conditions dans lesquelles un navire doit se trouver pour être en état de sécurité, et notamment les prescriptions relatives :

- a) à la construction et l'état d'entretien de la coque;
- b) aux engins de sauvetage;
- c) aux agrès et appareils, aux objets d'armement, y compris les moyens contre l'incendie et les pièces de rechange;
- d) aux instruments nautiques, aux appareils de signalisation, à la radiotélégraphie et -téléphonie;
- e) aux chaudières à vapeur, aux machines de propulsion, aux appareils mécaniques et électriques;

5° « Belgische zeevateren » : de territoriale zee, de havens van de kust, de Beneden-Zeescheide zoals de grenzen ervan door de Koning zijn vastgesteld, de haven van Gent, het Belgisch gedeelte van het kanaal van Terneuzen naar Gent en de daaraan gelegen havens en de kanalen Zeebrugge-Brugge en Oostende-Brugge.

HOOFDSTUK II. — Veiligheidsvoorwaarden

Art. 2. § 1. Geen Belgisch of vreemd schip mag van uit een Belgische haven zee kiezen of in de Belgische zeevateren varen en geen schip mag in het buitenland onder Belgische vlag zee kiezen als het niet in staat van veiligheid is.

§ 2. Onverminderd het bepaalde in artikel 3, mag geen schip onder Belgische vlag varen indien het niet voorzien is van een in artikel 5 of 6 bedoeld geldig certificaat en van de in artikel 9, 1°, bedoelde geldige certificaten.

Art. 3. § 1. Onder een bijzondere regeling vallen :

1° Belgische schepen die uitsluitend in een beperkt vaargebied langs een kust varen.

Die schepen moeten voorzien zijn van een certificaat van deugdelijkheid voor beperkte vaart langs de kust, dat alleen voor het daarop vermeld gebied geldig is.

Het certificaat wordt afgegeven en de geldigheidsduur ervan wordt eventueel verlengd overeenkomstig artikel 5, § 3, door het districtshoofd van de dienst van de zeevaartinspectie.

Onverminderd het in artikel 4 bepaalde, stelt de Koning de voorwaarden vast waaronder het districtshoofd van de dienst van de zeevaartinspectie de grenzen van een beperkt vaargebied bepaalt.

2° Vaartuigen, met uitsluiting van pleziervaartuigen, die een bijzondere reis ondernemen.

Die vaartuigen moeten voorzien zijn van een toelating tot afvaart die wordt afgegeven voor de duur en onder de voorwaarden bepaald door het districtshoofd van de dienst van de zeevaartinspectie en, in het buitenland, door een Belgisch consulaire ambtenaar.

De toelating tot afvaart wordt alleen afgegeven als de bijzondere reis geen gevaar oplevert voor de veiligheid van opvarenden.

In het buitenland wordt de toelating tot afvaart alleen verleend op gunstig verslag van drie door de Belgische consulaire ambtenaar aangewezen deskundigen van erkende classificatiemaatschappijen. Een afschrift van de toelating en van het verslag wordt onverwijld bezorgd aan het districtshoofd van de dienst van de zeevaartinspectie.

De vaartuigen welke de toelating tot afvaart aan boord hebben, behoeven niet voorzien te zijn van een certificaat van deugdelijkheid.

3° Vaartuigen die gewoonlijk in de Belgische zeevateren, met uitsluiting van de Belgische territoriale zee, meer dan zes personen tegen betaling vervoeren of bestemd zijn om dit te doen.

De Koning bepaalt in hoeverre de bepalingen van deze wet erop toepasselijk zijn en welke voorwaarden zij moeten vervullen om in staat van veiligheid te zijn.

4° De pleziervaartuigen. De Koning bepaalt de voorwaarden waaraan de pleziervaartuigen moeten voldoen om in staat van veiligheid te zijn en de daaraan verbonden maatregelen van toezicht en controle.

§ 2. Deze wet is niet van toepassing op vaartuigen voor strandvermaak, tenzij deze een bemanning hebben en winstgevend verrichtingen doen.

§ 3. De Koning kan deze wet geheel of gedeeltelijk toepasselijk verklaren op vaartuigen of tuigen die niet onder de toepassing vallen van artikel 3, § 1, 3° en 4°, en § 2.

Art. 4. De Koning bepaalt :

1° met inachtneming van de dienst en de vaart waartoe het schip is bestemd, de voorwaarden waaraan het schip moet voldoen om in staat van veiligheid te zijn, inzonderheid de voorschriften betreffende :

- a) de bouw en het onderhoud van de romp;
- b) de reddingstoestellen;
- c) zeil en treil, de uitrustingsvoorwerpen, met inbegrip van de middelen tegen brand en de wisselstukken;
- d) de zeevaartinstrumenten, de seintoestellen, de radiotelegraphie en -telefonie;
- e) de stoomketels, de voorstuwingsmachines, de mechanische en de elektrische toestellen;

f) aux aptitudes physiques, aux brevets, aux licences et aux autres attestations similaires, qui peuvent être exigés du capitaine et de l'équipage, ainsi qu'au nombre des membres de l'équipage;

g) au nombre de passagers par catégorie qui peuvent être transportés;

h) à l'habitabilité des aménagements, à l'hygiène et à la salubrité;

i) aux échelles de tirant d'eau et aux marques de francbord;

j) à la stabilité, à l'arrimage et au lestage;

k) aux engins de levage;

2° les conditions dans lesquelles les chefs de district du service de l'inspection maritime peuvent, dans des cas particuliers, accorder des exemptions d'une ou de plusieurs dispositions des arrêtés pris en exécution de la loi;

3° la mesure dans laquelle les navires et les bâtiments visés à l'article 3, § 1er, 1° et 3°, doivent satisfaire aux dispositions prises en vertu du 1° du présent article, ainsi que les attributions des chefs de district en la matière;

4° les obligations des capitaines et des autres personnes embarquées ainsi que des propriétaires, relatives à la sécurité des navires.

CHAPITRE III

Certificat de navigabilité et autres certificats

Art. 5. § 1er. Le certificat de navigabilité est délivré par le service de l'inspection maritime et, dans les cas prévus aux articles 6 et 7, par un fonctionnaire consulaire belge.

Le certificat atteste, jusqu'à preuve du contraire, que le navire répond dans toutes ses parties aux prescriptions de la loi et des arrêtés pris en exécution de celle-ci.

§ 2. Le Roi fixe les conditions dans lesquelles le certificat de navigabilité est demandé et délivré, ainsi que la teneur et la durée de la validité de celui-ci.

§ 3. La validité du certificat de navigabilité peut faire l'objet d'une seule prolongation d'une durée maximum d'un mois. Cette prorogation est accordée soit par le chef de district du service de l'inspection maritime, soit par un fonctionnaire consulaire belge. Elle n'est pas renouvelable.

Mention de la prorogation est faite sur le certificat par le fonctionnaire compétent.

§ 4. Le certificat de navigabilité perd automatiquement sa validité si un ou plusieurs des certificats internationaux requis conformément à l'article 9 cessent d'être valables pour quelque raison que ce soit.

Art. 6. § 1er. Lorsqu'un navire est mis sous pavillon belge à l'étranger et que le service de l'inspection maritime est dans l'impossibilité de délivrer un certificat de navigabilité, le navire doit être muni d'un certificat provisoire de navigabilité.

Ledit certificat est délivré par le fonctionnaire consulaire belge à la demande du service de l'inspection maritime et sur rapport favorable de trois experts de sociétés de classification reconnues, désignés par lui.

Toutefois le certificat provisoire peut être délivré sans intervention d'experts si le capitaine ou un autre représentant du propriétaire produit des certificats étrangers en cours de validité, nationaux ou internationaux, attestant qu'il est satisfait à tous les points couverts par le certificat de navigabilité.

§ 2. Lorsqu'un navire belge se trouve à l'étranger dans l'impossibilité de faire renouveler son certificat de navigabilité avant la date d'expiration, le cas échéant prorogés conformément à l'article 5, § 3, il doit être pourvu d'un certificat provisoire de navigabilité délivré par un fonctionnaire consulaire belge sur rapport favorable d'un seul expert d'une société de classification reconnue.

§ 3. Une copie du certificat provisoire de navigabilité et des rapports des experts ou des certificats nationaux ou internationaux sur le vu desquels le certificat a été délivré, est expédiée sans délai au chef de district du service de l'inspection maritime. Celui-ci peut vérifier si les conditions requises pour la délivrance du certificat ont été respectées.

§ 4. La validité du certificat provisoire de navigabilité expire en tout cas à l'arrivée du navire en Belgique ou, pour les navires visés à l'article 7, à l'arrivée du navire dans le port où celui-ci arrive le plus fréquemment s'il y arrive avant d'atteindre un port belge.

f) de lichamelijke geschiktheid, de brevetten, vergunningen en andere soortgelijke attesten, welke kunnen vereist worden van de kapitein en van de bemanning, alsmede het aantal bemanningsleden;

g) het aantal passagiers per reeks, die mogen vervoerd worden;

h) de bewoonbaarheid van de inrichtingen, de hygiëne en de gezondheidsvoorwaarden;

i) de diepgangschalen en de vrijboordmerken;

j) de stabiliteit, het stuwen en het ballasten;

k) het laad- en losgerei;

2° de voorwaarden waaronder de districtshoofden van de dienst van de zeevaartsinspectie, in bijzondere gevallen, vrijstelling kunnen verlenen van de toepassing van een of meer bepalingen van de wet en van de besluiten genomen op grond daarvan;

3° de mate waarin de in artikel 3, § 1, 1° en 3°, bedoelde schepen en vaartuigen moeten voldoen aan de krachtens 1° van dit artikel genomen voorschriften, alsook de bevoegdheden welke de districtshoofden ter zake hebben;

4° de verplichtingen van de kapiteins en andere opvarenden alsook van de eigenaars in verband met de veiligheid van schepen.

HOOFDSTUK III.

Het certificaat van deugdelijkheid en andere certificaten

Art. 5. § 1. Het certificaat van deugdelijkheid wordt afgegeven door de dienst van de zeevaartsinspectie en, in de gevallen bedoeld in de artikelen 6 en 7, door een Belgisch consulaire ambtenaar.

Het certificaat stelt vast, tot het tegenbewijs is geleverd, dat het schip in al zijn delen beantwoordt aan de voorschriften van de wet en van de besluiten genomen ter uitvoering ervan.

§ 2. De Koning bepaalt de voorwaarden waaronder het certificaat van deugdelijkheid wordt aangevraagd en afgegeven, alsook de inhoud en de geldigheidsduur ervan.

§ 3. De geldigheid van het certificaat van deugdelijkheid mag, hetzij door het districtshoofd van de dienst van de zeevaartsinspectie, hetzij door een Belgisch consulaire ambtenaar, eenmaal voor ten hoogste een maand verlengd worden. Deze verlenging mag niet hernieuwd worden.

Van de verlenging wordt door de bevoegde ambtenaar melding gemaakt op het certificaat.

§ 4. Het certificaat van deugdelijkheid verliest automatisch zijn geldigheid indien een of meer overeenkomstig artikel 9 vereiste internationale certificaten, om welke reden ook, niet meer geldig zijn of zijn.

Art. 6. § 1. Wanneer een schip in het buitenland onder Belgische vlag wordt gebracht en de dienst van de zeevaartsinspectie niet kan zorgen voor een certificaat van deugdelijkheid, moet het schip voorzien zijn van een voorlopig certificaat van deugdelijkheid.

Dit certificaat wordt door de Belgische consulaire ambtenaar afgegeven op verzoek van de dienst van de zeevaartsinspectie en op gunstig verslag van drie door hem aan te wijzen deskundigen van de erkende classificatiemaatschappijen.

Echter kan dit voorlopig certificaat afgegeven worden zonder de tussenkomst van deskundigen, indien de kapitein of een andere vertegenwoordiger van de eigenaar geldige vreemde nationale of internationale certificaten overlegt waaruit blijkt dat voldaan is aan alle punten welke door het certificaat van deugdelijkheid zijn gedekt.

§ 2. Wanneer een Belgisch schip zich in het buitenland bevindt en zijn certificaat van deugdelijkheid vóór de vervaldatum, welke in voorkomend geval overeenkomstig artikel 5, § 3, is uitgesteld, niet kan vernieuwd worden, moet het voorzien worden van een voorlopig certificaat van deugdelijkheid dat door een Belgisch consulaire ambtenaar wordt afgegeven op gunstig verslag van een deskundige van een erkende classificatiemaatschappij.

§ 3. Een afschrift van het voorlopig certificaat van deugdelijkheid en van de verslagen van deskundigen of van de nationale of internationale certificaten, op vertoon waarvan het certificaat is afgegeven, wordt onverwijld aan het districtshoofd van de dienst van de zeevaartsinspectie gezonden. Deze kan nagaan of aan de voorwaarden gesteld voor het afgeven van het certificaat voldaan is.

§ 4. De geldigheid van het voorlopig certificaat van deugdelijkheid verstrijkt in ieder geval bij aankomst van het schip in België of, voor de schepen bedoeld in artikel 7, bij aankomst van het schip in de haven welke het meestal bezoekt, indien het daar aankomt voordat het een Belgische haven bereikt.

Art. 7. § 1er. Le certificat de navigabilité d'un navire belge qui ne rejoint jamais ou qui ne rejoint qu'exceptionnellement un port belge, peut être délivré conformément aux dispositions de l'article 6, § 1er, deuxième alinéa, par le fonctionnaire compétent du poste consulaire belge dans le ressort duquel se trouve le port où le navire relâche le plus fréquemment.

Lorsque le navire ne se trouve pas dans ce port et se trouve dans l'impossibilité de faire renouveler son certificat de navigabilité endéans le délai prescrit, il sera fait application de l'article 6, § 2.

§ 2. Lorsqu'un navire belge qui ne rejoint jamais ou qui ne rejoint qu'exceptionnellement un port belge, ne peut pas satisfaire aux conditions définies au § 1er, le chef de district du service de l'inspection maritime détermine la procédure pour l'obtention du certificat de navigabilité.

§ 3. L'article 6, § 3, est applicable lors de la délivrance des certificats prévus au présent article.

Art. 8. § 1er. Lorsqu'un navire belge a subi une avarie grave ou que sa structure a subi des modifications importantes, le certificat de navigabilité est suspendu de plein droit et ne peut être revalidé que, suivant le cas, par le chef de district de l'inspection maritime ou par un fonctionnaire consulaire belge, ce dernier agissant conformément aux dispositions de l'article 6, § 1er, deuxième alinéa.

Lorsqu'à l'étranger il n'existe pas de fonctionnaire consulaire belge sur les lieux, le capitaine lui-même ou un autre représentant du propriétaire désigne trois experts de sociétés de classification reconnues. Toutefois l'intervention d'un seul expert est suffisante si le capitaine ou l'autre représentant du propriétaire peut prouver qu'il était dans l'impossibilité d'en désigner trois.

§ 2. En dehors des cas prévus au § 1er, lorsqu'un navire belge a subi une avarie, ou qu'il s'est produit un incident qui fait présumer qu'une avarie peut lui être survenue, et que ce navire est ensuite entré dans un port ou bien, lorsqu'une avarie est survenue ou que la présomption d'une avarie est née pendant le séjour dans un port, le voyage ne peut pas être poursuivi, avant que le capitaine ne soit entré en contact avec le chef de district du service de l'inspection maritime ou avec son représentant pour lui déclarer l'avarie et recevoir leurs instructions. Lorsque le chef de district est d'avis que l'avarie ne doit pas être réparée immédiatement, il délivre au capitaine une déclaration écrite fixant les conditions dans lesquelles le voyage peut être poursuivi sans inconvénient.

A l'étranger le capitaine entre en contact avec un fonctionnaire consulaire belge ou, à défaut de ce dernier, avec un représentant d'une société de classification reconnue. Une déclaration écrite doit être délivrée certifiant que la réparation a été convenablement exécutée ou que le voyage peut être poursuivi sans inconvénient dans les conditions mentionnées dans cette déclaration.

Lorsqu'à l'étranger les personnes citées à l'alinéa précédent ne sont pas disponibles, le capitaine peut poursuivre le voyage sous sa propre responsabilité et sous l'obligation de consigner les faits au journal de bord.

§ 3. Copie des rapports et des déclarations des experts doit être envoyée sans délai au chef de district du service de l'inspection maritime.

Art. 9. Le Roi détermine :

1° les certificats internationaux dont chaque navire belge doit être pourvu, suivant la catégorie dans laquelle il est rangé par l'arrêté et conformément aux règles et conditions qui y sont prévues;

2° les conditions dans lesquelles les certificats internationaux sont délivrés aux navires étrangers conformément aux conventions internationales auxquelles la Belgique est partie;

3° la teneur et la durée de validité des certificats mentionnés aux 1° et 2°.

Art. 10. § 1er. Lorsque les experts de société de classification dont l'intervention est requise en vertu de la présente loi, ne sont pas ou ne sont pas tous disponibles sur les lieux ou dans un port voisin, d'autres experts qualifiés sont désignés au prorata du nombre manquant.

§ 2. Sans préjudice des dispositions des articles 6, § 1er, troisième alinéa, et 8, § 1er, dernière phrase, lorsqu'un navire belge est inscrit au registre d'une société de classification reconnue et y est

Art. 7. § 1. Het certificaat van deugdelijkheid van een Belgisch schip dat nooit of alleen bij uitzondering een Belgische haven aandoet, kan afgegeven worden overeenkomstig het bepaalde bij artikel 6, § 1, tweede lid, door de bevoegde ambtenaar van de Belgische consulaire post, in het ressort waarvan de haven ligt welke het schip meestal aandoet.

Indien het schip zich niet in voormelde haven bevindt en het in de onmogelijkheid verkeert zijn certificaat van deugdelijkheid binnen de voorgeschreven termijn te vernieuwen, is artikel 6, § 2, toepasselijk.

§ 2. Indien een Belgisch schip dat nooit of alleen bij uitzondering een Belgische haven aandoet, niet kan voldoen aan de voorwaarden bepaald bij § 1, wordt de procedure voor het bekomen van het certificaat van deugdelijkheid door het districtshoofd van de dienst van de zeevaartinspectie geregeld.

§ 3. Artikel 6, § 3, is van toepassing bij de afgifte van in dit artikel bedoelde certificaten.

Art. 8. § 1. Wanneer een Belgisch schip zware schade heeft opgelopen of zijn bouw aanzienlijke veranderingen heeft ondergaan, is het certificaat van deugdelijkheid van rechtswege geschorst en kan het niet opnieuw geldig gemaakt worden dan, naar gelang van het geval, door het districtshoofd van de dienst van de zeevaartinspectie of door een Belgisch consulaire ambtenaar, deze laatste handelend overeenkomstig het bepaalde bij artikel 6, § 1, tweede lid.

Wanneer in het buitenland ter plaatse geen Belgisch consulaire ambtenaar aanwezig is, wijst de kapitein of een andere vertegenwoordiger van de eigenaar zelf drie deskundigen van de erkende classificatiemaatschappijen aan. De tussenkomst van één deskundige zal echter volstaan indien de kapitein of de andere vertegenwoordiger van de eigenaar kan bewijzen dat hij onmogelijk drie deskundigen heeft kunnen aanwijzen.

§ 2. Buiten de gevallen voorzien in § 1, indien een Belgisch schip schade heeft opgelopen of zich iets voorgedaan heeft waardoor het vermoeden rijst dat schade aan het schip ontstaan is en dit schip daarna een haven aandoet of nog indien schade is ontstaan of het vermoeden daarvan rijst tijdens het verblijf in een haven, mag de reis niet worden voortgezet, voordat de kapitein met het districtshoofd van de dienst van de zeevaartinspectie of zijn gedelegeerde in verbinding is getreden om de schade te rapporteren en hun richtlijnen te ontvangen. Indien het districtshoofd oordeelt dat de schade niet onmiddellijk hersteld te worden, geeft hij aan de kapitein een schriftelijke verklaring af naar luid waarvan de reis zonder bezwaar kan voortgezet worden onder de daarin vastgestelde voorwaarden.

In het buitenland treedt de kapitein in verbinding met een Belgisch consulaire ambtenaar of, bij gebreke van deze, met een vertegenwoordiger van een erkende classificatiemaatschappij. Er wordt een schriftelijke verklaring afgegeven, inhoudende dat de herstelling naar behoren is geschied of dat de reis zonder bezwaar kan worden voortgezet onder de daarin vastgestelde voorwaarden.

Indien in het buitenland de in het voorgaand lid bedoelde personen niet beschikbaar zijn, mag de kapitein onder zijn verantwoordelijkheid de reis voortzetten, onder verplichting de feiten in het scheepsdagboek te vermelden.

§ 3. Afschrift van de verslagen en verklaringen der deskundigen moet onmiddellijk gezonden worden aan het districtshoofd van de dienst van de zeevaartinspectie.

Art. 9. De Koning bepaalt :

1° de internationale certificaten waarvan elk Belgisch schip moet voorzien zijn naar gelang van de categorie waarin het bij dat besluit is gerangschikt en overeenkomstig de daarin gestelde regels en voorwaarden;

2° de voorwaarden waaronder internationale certificaten aan vreemde schepen worden afgegeven overeenkomstig de internationale verdragen waarbij België partij is;

3° de inhoud en de geldigheidsduur van de in 1° en 2° genoemde certificaten.

Art. 10. § 1. Indien de deskundigen van classificatiemaatschappijen wier tussenkomst krachtens deze wet wordt vereist, niet of niet allen ter plaatse of in een nabijgelegen haven beschikbaar zijn, worden andere geschikte deskundigen naar rato van het ontbrekend aantal aangewezen.

§ 2. Onverminderd het bepaalde bij de artikelen 6, § 1, derde lid, en 8, § 1, laatste volzin, wanneer een Belgisch schip is ingeschreven in een register van een erkende classificatiemaatschappij en er in

rangé dans la plus haute classe de sa catégorie, il suffit de désigner un seul expert dans tous les cas où la présente loi prévoit l'intervention de trois experts, étant entendu que les dispositions du § 3 sont également d'application.

§ 3. Tout navire inscrit au registre d'une société de classification reconnue et qui y est rangé dans la plus haute classe de sa catégorie est dispensé des constatations à effectuer par le service de l'inspection maritime ou par le(s) expert(s) sur les points qui ont fait l'objet de la surveillance de ladite société.

La même dispense peut être accordée quand les certificats sont délivrés par un service public compétent étranger.

Toutefois, le chef de district du service de l'inspection maritime peut vérifier ou, par l'intervention d'un fonctionnaire consulaire belge, faire vérifier d'une façon à déterminer par lui, si les exigences requises pour l'obtention du certificat de classification ou d'autres certificats, ont été observées et, au besoin, imposer des constatations complémentaires.

§ 4. Le Ministre qui a l'Administration de la Marine et de la Navigation intérieure dans ses attributions, désigne quels sont les sociétés de classification et les services publics étrangers compétents, dont les certificats peuvent être acceptés ainsi que les conditions dans lesquelles ils peuvent l'être.

CHAPITRE IV. — Surveillance des navires et bâtiments et contrôle de l'application des conventions internationales, de la loi et des règlements

Art. 11. § 1er. Le service de l'inspection maritime surveille les navires soumis à la présente loi afin d'assurer l'application de celle-ci et de ses arrêtés d'exécution.

Il veille au respect des conventions internationales relatives à la sauvegarde de la vie humaine en mer et aux lignes de charge des navires, auxquelles la Belgique est partie.

Cette surveillance doit s'exercer sans gêner l'exploitation commerciale des navires.

§ 2. Le service de l'inspection maritime vérifie si les obligations imposées par la loi et par les arrêtés d'exécution aux capitaines et autres personnes embarquées ainsi qu'aux propriétaires sont observées.

§ 3. Le service de l'inspection maritime s'assure au départ d'un navire à émigrants que les dispositions légales et réglementaires en matière d'émigration sont observées et délivre dans l'affirmative un certificat de partance, qui doit se trouver à bord du navire.

§ 4. Le Roi fixe les attributions des commissaires maritimes et des fonctionnaires consulaires belges en matière de vérification du nombre des membres de l'équipage à bord des navires et de la possession des certificats d'aptitude physique, brevets, licences ou autres attestations similaires ainsi que les attributions des commissaires maritimes relatives au contrôle du nombre de passagers embarqués et du francbord des navires.

Ces attributions seront exercées sans préjudice de celles attribuées aux fonctionnaires du service d'inspection maritime en vertu de la présente loi et des arrêtés d'exécution de celle-ci.

Art. 12. § 1er. A l'étranger la surveillance définie à l'article 11 d'un navire sous pavillon belge est exercée par le fonctionnaire consulaire belge :

1° chaque fois que le fonctionnaire consulaire belge en est spécialement requis par le service de l'inspection maritime;

2° quand le fonctionnaire consulaire belge interdit le départ du navire conformément à l'article 14, § 2, 3°.

§ 2. Pour exercer cette surveillance le fonctionnaire consulaire désigne trois experts de sociétés de classification reconnues.

§ 3. Copie des rapports de ces experts sera envoyée sans délai au chef de district du service de l'inspection maritime.

Art. 13. § 1er. Les fonctionnaires du service de l'inspection maritime, les fonctionnaires consulaires belges et les experts qu'ils désignent ont le droit de se rendre en tout temps à bord des navires et autres bâtiments soumis à la loi et/ou aux arrêtés pris en exécution de cette loi, pour y effectuer les constatations rentrant dans leur mission.

de la plus haute classe van zijn categorie is ondergebracht, volstaat het één deskundige aan te wijzen in alle gevallen waarin de wet de tussenkomst van drie deskundigen voorziet, met dien verstande dat het bepaalde van § 3 eveneens van toepassing is.

§ 3. Elk schip dat is ingeschreven in een register van een erkende classificatiemaatschappij en dat er in de hoogste klasse van zijn categorie is ondergebracht, is ontslagen van de door de dienst van de zeevaartspectie of door de deskundige(n) te verrichten vaststellingen betreffende de punten waarover door die maatschappij toezicht is uitgeoefend.

Dezelfde vrijstelling kan worden verleend wanneer certificaten worden afgegeven door een bevoegde vreemde openbare dienst.

Het districtshoofd van de dienst van de zeevaartspectie kan evenwel nazien, of door bemiddeling van een Belgisch consulaire ambtenaar en op een door hem te bepalen wijze, doen nazien of de voorwaarden gesteld voor het bekomen van het classificatiecertificaat of van andere certificaten, zijn vervuld en, zo nodig, nadere vaststellingen gelasten.

§ 4. De Minister tot wiens bevoegdheid het Bestuur van het Zeewezen en van de Binnenvaart behoort, wijst de classificatiemaatschappijen en de bevoegde buitenlandse openbare diensten aan, waarvan de certificaten kunnen worden aanvaard en bepaald onder welke voorwaarden dit zal geschieden.

HOOFDSTUK IV. — Het toezicht op de schepen en vaartuigen en de controle op de naleving van de internationale verdragen van de wet en van de reglementen

Art. 11. § 1. De dienst van de zeevaartspectie oefent toezicht op de schepen die aan de wet onderworpen zijn ten einde de toepassing van deze wet en van haar uitvoeringsbesluiten te verzekeren.

Hij ziet toe dat de door België afgesloten internationale verdragen betreffende de beveiliging van mensenlevens op zee en betreffende de uitwatering van schepen, worden nageleefd.

Het toezicht moet geschieden zonder de handelsexploïtatie van de schepen te belemmeren.

§ 2. De dienst van de zeevaartspectie gaat na of de verplichtingen welke door de wet en uitvoeringsbesluiten aan de kapiteins en andere opvarenden alsook aan de eigenaars zijn opgelegd, worden nageleefd.

§ 3. De dienst van de zeevaartspectie gaat bij de afvaart van een landverhuizersschip na of de wettelijke en reglementaire bepalingen ter zake van de landverhuizing zijn nageleefd en levert in voorkomend geval een certificaat tot afvaart af, dat aan boord van het schip wordt gehouden.

§ 4. De Koning bepaalt de bevoegdheden van de waterschouten en de Belgische consulaire ambtenaren inzake het nagaan van het aantal bemanningsleden aan boord van schepen en het bezit van certificaten van lichamelijke geschiktheid, brevetten, vergunningen en andere soortgelijke getuigschriften alsook de bevoegdheden van de waterschouten inzake controle van het aantal ingescheepte passagiers en van de uitwatering van de schepen.

Deze bevoegdheden worden uitgeoefend onverminderd de bevoegdheden die aan de ambtenaren van de dienst van de zeevaartspectie krachtens deze wet en haar uitvoeringsbesluiten zijn toegekend.

Art. 12. § 1. In het buitenland wordt het in artikel 11 omschreven toezicht op een schip onder Belgische vlag door de Belgische consulaire ambtenaar uitgeoefend :

1° telkens wanneer de Belgische consulaire ambtenaar daartoe bijzonder aangezocht wordt door de dienst van de zeevaartspectie;

2° indien de Belgische consulaire ambtenaar overeenkomstig artikel 14, § 2, 3°, de afvaart van het schip verbiedt.

§ 2. Ten einde dit toezicht uit te oefenen, wijst de consulaire ambtenaar drie deskundigen van de erkende classificatiemaatschappijen aan.

§ 3. Afschrift van de verslagen van de bedoelde deskundigen wordt onverwijld aan het districtshoofd van de dienst van de zeevaartspectie gezonden.

Art. 13. § 1. De ambtenaren van de dienst van de zeevaartspectie, de Belgische consulaire ambtenaren en door hen aangevozen deskundigen hebben het recht te allen tijde aan boord te gaan van de schepen en andere vaartuigen welke aan de wet en/of de ter uitvoering van deze wet genomen besluiten onderworpen zijn, ten einde er de vaststellingen te doen welke tot hun opdracht behoren.

Ils ont également le droit d'exiger la production de tous les documents de bord et de toutes pièces à conviction.

Ils peuvent en tout temps donner les instructions qu'ils jugent nécessaires pour garantir l'application de la loi et/ou de ses arrêtés d'exécution, notamment la mise à sec ou la présentation à l'état lège du navire ou du bâtiment ainsi que l'exécution de certains travaux.

§ 2. Tout capitaine ou propriétaire est tenu de donner aux fonctionnaires et experts visés au § 1er, les renseignements et l'aide que ceux-ci jugent nécessaires à l'accomplissement de leur mission.

Art. 14. § 1er. Le chef de district du service de l'inspection maritime ou son délégué a le droit de faire arrêter tout navire qui ne répond pas aux conditions légales et réglementaires.

Lorsque ces conditions légales et réglementaires sont remplies mais que néanmoins des présomptions graves font croire que le navire ne pourrait pas naviguer sans compromettre la sécurité des passagers ou de l'équipage, le chef de district du service de l'inspection maritime ou son délégué peut également le faire arrêter. A l'égard d'un navire belge ou d'un bateau de pêche muni d'une lettre de mer il n'est fait usage de ce droit qu'avec l'autorisation préalable du président du Conseil d'enquête maritime.

Le chef de district du service de l'inspection maritime ou son délégué a également le droit de faire arrêter tout bâtiment, qui n'est pas un navire, s'il existe des présomptions graves que sa sécurité ou celle de son équipage ou de ses passagers soit compromise.

Sauf dans des cas urgents le chef de district du service de l'inspection maritime ou son délégué n'exerce le droit, prévu au présent paragraphe, à l'égard de navires ou bâtiments étrangers qu'après avoir informé le consul du pays dont le navire ou le bâtiment bat le pavillon, des mesures à prendre et des motifs de l'intervention.

Dans des cas urgents cette information est faite sans délai après que les mesures ont été prises.

Le navire ou le bâtiment est libéré aussitôt que les conditions requises ont été remplies à la satisfaction du chef de district du service de l'inspection maritime ou de son délégué.

Notification des décisions prises en la matière est donnée au commissaire maritime qui procède à l'arrêt ou à la libération du navire ou du bâtiment.

§ 2. A l'étranger le fonctionnaire consulaire belge a le droit d'interdire le départ d'un navire ou bâtiment portant le pavillon belge :

1° si le navire ou bâtiment n'est pas muni des certificats requis en cours de validité ou s'il n'a pas obtenu une « Autorisation de départ », ou si, dans les cas prévus à l'article 8, § 2, et sans préjudice des dispositions du dernier alinéa de ce paragraphe, le capitaine n'a pas reçu la déclaration qui y est prévue;

2° si, dans le cas prévu à l'article 12, § 1er, 1°, la surveillance effectuée a relevé que le navire ou le bâtiment ne satisfait pas aux conditions légales ou réglementaires requises;

3° s'il existe des présomptions que la non-observance des conditions prévues à l'article 4, 1°, compromet la sécurité de l'équipage ou des passagers.

L'interdiction de départ est levée quand il est satisfait aux conditions légales ou réglementaires à la satisfaction du fonctionnaire consulaire belge.

Art. 15. Aucun rôle d'équipage ne peut être visé par le fonctionnaire consulaire belge sans qu'il soit joint à ce document un certificat de navigabilité en cours de validité.

Art. 16. L'équipage peut, en tout temps, s'adresser par requête motivée au chef de district du service de l'inspection maritime ou au fonctionnaire consulaire belge s'il estime que le navire ou le bâtiment n'offre pas toutes les garanties de sécurité voulues.

Ces autorités doivent entendre l'équipage avant de prendre les mesures requises par les circonstances.

Art. 17. En cas de refus d'un certificat quelconque ou d'une autorisation de départ ou lorsqu'un navire ou bâtiment a été retenu en vertu de l'article 14, le service de l'inspection maritime ou, le cas échéant, le fonctionnaire consulaire belge dresse un procès-verbal motivé dont une copie est adressée, dans les vingt-quatre heures après la décision, à la personne que la décision peut intéresser.

Zij hebben eveneens het recht te eisen dat hun alle scheeps-papieren en overtuigingsstukken worden voorgelegd.

Zij kunnen te allen tijde de door hen voor de toepassing van deze wet en/of van de uitvoeringsbesluiten nodig geachte richtlijnen geven, onder meer het op het droge zetten of het ledig vertonen van het schip of vaartuig en het uitvoeren van bepaalde werken.

§ 2. Iedere kapitein of eigenaar is verplicht de in § 1 bedoelde ambtenaren en deskundigen de inlichtingen en de hulp te verstrekken welke zij voor de vervulling van hun opdracht nodig achten.

Art. 14. § 1. Het districtshoofd van de dienst van de zeevaart-inspectie of zijn gedelegeerde heeft het recht elk schip te doen ophouden, dat niet aan de wettelijke en reglementaire voorwaarden voldoet.

Indien deze wettelijke en reglementaire voorwaarden wel vervuld zijn, doch ernstige vermoedens niettemin doen aannemen dat het schip niet kan varen zonder de veiligheid van passagiers of van bemanning in gevaar te brengen, mag het districtshoofd van de dienst van de zeevaartinspectie of zijn gedelegeerde het schip eveneens doen ophouden. Ten aanzien van een Belgisch schip of vissersvaartuig voorzien van een zeebrief, wordt van dat recht alleen gebruik gemaakt nadat de voorzitter van de onderzoekraad voor de zeevaart daartoe machtiging heeft verleend.

Het districtshoofd van de dienst van de zeevaartinspectie of zijn gedelegeerde heeft eveneens het recht elk vaartuig, dat geen schip is, te doen ophouden, indien er ernstige vermoeden bestaan dat de veiligheid ervan of die van zijn bemanning of passagiers in gevaar is.

Behoudens in dringende gevallen oefent het districtshoofd van de zeevaartinspectie of zijn gedelegeerde het in deze paragraaf bedoeld recht ten aanzien van vreemde schepen of vaartuigen eerst uit nadat de consul van het land waarvan het schip of vaartuig de vlag voert, is ingelicht over de te nemen maatregelen en de redenen welke daartoe aanleiding hebben gegeven.

In dringende gevallen geschiedt deze mededeling onmiddellijk nadat de maatregelen zijn genomen.

Het schip of vaartuig wordt vrijgelaten zodra de gestelde voorwaarden ten genoegen van het districtshoofd van de Dienst van de Zeevaartinspectie of van zijn gedelegeerde zijn vervuld.

Van de ter zake genomen beslissingen wordt kennis gegeven aan de waterschout die het schip of vaartuig ophoudt of vrijlaat.

§ 2. In het buitenland heeft de Belgische consulaire ambtenaar het recht de afvaart van een schip of vaartuig onder Belgische vlag te verbieden :

1° indien het niet voorzien is van de vereiste geldige certificaten of geen « Toelating tot afvaart » heeft gekregen, of indien, in de gevallen voorzien bij artikel 8, § 2, en onverminderd het bepaalde van het laatste lid van die paragraaf, de kapitein de daarin voorziene verklaring niet heeft vertregen;

2° indien, in het geval voorzien bij artikel 12, § 1, 1°, het toezicht heeft uitgemaakt dat het niet aan de wettelijke of reglementaire gestelde voorwaarden voldoet;

3° indien vermoedens bestaan dat door niet-inachtneming van de in artikel 4, 1°, bedoelde voorwaarden, de veiligheid van de bemanning of van de passagiers in gevaar is gebracht.

Het verbod tot afvaart wordt ingetrokken indien ten genoegen van de Belgische consulaire ambtenaar aan de wettelijk of reglementaire gestelde voorwaarden is voldaan.

Art. 15. Geen monsterrol mag door de Belgische consulaire ambtenaar worden geviseerd indien bij dit document geen geldig certificaat van deugdelijkheid is gevoegd.

Art. 16. Indien de bemanning oordeelt dat het schip of vaartuig niet alle nodige waarborgen van veiligheid oplevert, mag zij te allen tijde een met redenen omkleed verzoekschrift aan het districtshoofd van de dienst van de zeevaartinspectie of de Belgische consulaire ambtenaar richten.

Deze overheden moeten de bemanning horen alvorens de maatregelen welke de omstandigheden vereisen te treffen.

Art. 17. Indien een of ander certificaat of een toelating tot afvaart wordt geweigerd of een schip of vaartuig op grond van artikel 14 wordt opgehouden, maakt de dienst van de zeevaartinspectie of, in voorkomend geval, de Belgische consulaire ambtenaar, een gemotiveerd proces-verbaal op, waarvan een afschrift binnen vierentwintig uren na de beslissing wordt toegezonden aan de persoon wie de beslissing kan aangaan.

CHAPITRE V. — Appel

Art. 18. Dans la quinzaine de la date de l'envoi de l'avertissement prévu à l'article 17, il peut être interjeté appel contre la décision de l'autorité compétente.

Le droit d'appel appartient au demandeur ou au porteur du certificat et, en cas de rétention ou d'interdiction de départ du navire ou du bâtiment, au capitaine ou au propriétaire.

L'appel est porté devant le Conseil d'enquête maritime par une requête adressée au président et contenant les moyens invoqués.

L'appel n'est pas suspensif.

CHAPITRE VI. — Sanctions pénales

Art. 19. Est puni d'un emprisonnement d'un mois à deux ans et d'une amende de 500 à 5 000 francs, le capitaine ou le propriétaire qui, même en dehors de la Belgique, fait prendre la mer à un navire, à un bâtiment ou à un engin, ou fait naviguer un navire, un bâtiment ou un engin dans les eaux maritimes belges, dont l'état compromet la sécurité de l'équipage et/ou des passagers.

Art. 20. Est puni des peines prévues à l'article 19 ou de l'une d'elles seulement, le capitaine ou le propriétaire qui, même en dehors de la Belgique, fait naviguer un navire belge sans certificat de navigabilité en cours de validité ou fait prendre la mer à un bâtiment sans une autorisation de départ ou fait naviguer un navire ou un autre bâtiment au mépris de l'interdiction de départ décidée ou de la rétention effectuée par l'autorité compétente.

Les dispositions du présent article sont également applicables lorsqu'un navire à émigrants prend la mer sans certificat de partance.

Art. 21. Sans préjudice des dispositions des articles 19 et 20, est punie d'un emprisonnement de huit jours à trois mois et d'une amende de 26 à 300 francs ou d'une de ces peines seulement, toute personne qui a contrevenu aux dispositions de la présente loi et des arrêtés pris en exécution de cette loi.

Art. 22. Est punie des peines prévues à l'article 21, toute personne qui a entravé la mission de l'autorité compétente et des experts, exercée en vertu de la présente loi et des arrêtés pris en exécution de cette loi.

Art. 23. Les sanctions prévues aux articles 21 et 22 sont également applicables lorsque les faits punissables ont été commis en dehors de la Belgique par le capitaine, les officiers ou par des personnes de nationalité belge.

Art. 24. Les peines prévues à la présente loi peuvent, à l'égard du capitaine, être réduites à un quart de celles auxquelles le propriétaire peut être condamné, s'il est prouvé que le capitaine a reçu l'ordre écrit ou verbal de ce propriétaire d'agir en infraction de la présente loi et de ses arrêtés d'exécution.

Art. 25. Tout membre de l'équipage qui a provoqué la rétention ou l'interdiction de départ d'un navire ou d'un autre bâtiment par des allégations reconnues inexactes, est puni d'un emprisonnement de un à sept jours et d'une amende de 1 à 25 francs.

Si les allégations inexactes ont été faites sciemment le coupable est puni d'un emprisonnement de huit jours à six mois et d'une amende de 26 à 100 francs.

Art. 26. Toutes les dispositions du Livre I du Code pénal, sans en excepter le chapitre VII et l'article 85, sont applicables aux infractions prévues au présent chapitre, à l'exception de l'article 28.

Art. 27. Sans préjudice des pouvoirs des commissaires maritimes et des autres officiers de police judiciaire les fonctionnaires du service de l'inspection maritime ainsi que les fonctionnaires consulaires belges à l'étranger sont chargés de rechercher et de constater les infractions aux dispositions de la présente loi et des arrêtés pris pour son exécution.

Ils dressent à cet effet un procès-verbal qui fait foi jusqu'à preuve du contraire.

HOOFDSTUK V. — Het beroep

Art. 18. Binnen veertien dagen na de datum van verzending van de bij artikel 17 voorziene verwittiging, kan beroep ingesteld worden tegen de beslissing van de bevoegde overheid.

Het beroep wordt ingesteld door de aanvrager of de houder van het certificaat en, in geval van retentie of bij verbod van afvaart van het schip of vaarttuig, door de kapitein of eigenaar ervan.

Het beroep wordt bij de Onderzoeksraad voor de Zeevaart ingesteld bij een aan de voorzitter gericht verzoekschrift waarin de middelen worden uiteengezet.

Het beroep heeft geen schorsende kracht.

HOOFDSTUK VI. — Strafbepalingen

Art. 19. Met gevangenisstraf van een maand tot twee jaar en met een geldboete van 500 tot 5 000 frank wordt gestraft, de kapitein of de eigenaar die, zelfs buiten België, een schip, vaarttuig of tuig doet zee kiezen of in de Belgische zeevaten een schip, vaarttuig of tuig doet varen, als de toestand van het schip, vaarttuig of tuig de veiligheid van de bemanning en/of passagiers in gevaar brengt.

Art. 20. Met de in artikel 19 gestelde straffen of met één van die straffen alleen wordt gestraft, de kapitein of de eigenaar die, zelfs buiten België, een Belgisch schip zonder geldig certificaat van deugdelijkheid doet varen, een vaarttuig zonder toelating tot afvaart zee doet kiezen of een schip of een ander vaarttuig in weerwil van een door de bevoegde overheid opgelegd verbod of uitgeoefend retentierecht doet varen.

De bepalingen van dit artikel zijn eveneens van toepassing indien een landverhuizersschip zonder certificaat tot afvaart zee kiest.

Art. 21. Onverminderd het bepaalde in de artikelen 19 en 20, wordt gestraft met gevangenisstraf van acht dagen tot drie maanden en met geldboete van 26 tot 300 frank of met één van die straffen alleen, ieder die de bepalingen van deze wet alsook de bepalingen van de ter uitvoering van deze wet genomen besluiten heeft overtreden.

Art. 22. Met de in artikel 21 gestelde straffen wordt gestraft, ieder die de opdracht van de bevoegde overheid en deskundigen, krachtens deze wet en haar uitvoeringsbesluiten uitgeoefend, heeft belemmerd.

Art. 23. De in de artikelen 21 en 22 gestelde sancties zijn ook van toepassing wanneer de strafbare feiten door de kapitein, de officieren of door personen van Belgische nationaliteit buiten België zijn gepleegd.

Art. 24. De in deze wet gestelde straffen kunnen ten aanzien van de kapitein verminderd worden tot één vierde van de straffen waarmee de eigenaar kan gestraft worden, indien bewezen is dat de kapitein van de eigenaar schriftelijk of mondeling bevel heeft gekregen in strijd met de wet of haar uitvoeringsbesluiten te handelen.

Art. 25. Met gevangenisstraf van één tot zeven dagen en met geldboete van 1 tot 25 frank wordt gestraft elk lid van de bemanning dat de retentie of het verbod tot afvaart van een schip of ander vaarttuig heeft uitgelokt door onjuist bevonden beweringen.

Indien de onjuiste beweringen willens en wetens zijn geuit, wordt de schuldige gestraft met gevangenisstraf van acht dagen tot zes maanden en met geldboete van 26 tot 100 frank.

Art. 26. Alle bepalingen van boek I van het Strafwetboek, zonder uitzondering van hoofdstuk VII en van artikel 85, zijn van toepassing op de misdrijven bepaald in dit hoofdstuk, met uitzondering van artikel 28.

Art. 27. Onverminderd de bevoegdheid van de waterschouten en andere officieren van gerechtelijke politie zijn de ambtenaren van de dienst van de zeevaartsinspectie alsmede de Belgische consulaire ambtenaren in het buitenland gelast de overtredingen van de bepalingen van deze wet en van haar uitvoeringsbesluiten op te sporen en vast te stellen.

Zij maken daartoe een proces-verbaal op, dat bewijskracht heeft tot het tegenbewijs is geleverd.

Art. 28. Est punie des peines prévues aux articles 276, 280 et 281 du Code pénal, selon les distinctions y établies et sans préjudice des articles 399, 400 et 401 du même Code, toute personne outrageant ou frappant les fonctionnaires du service de l'inspection maritime dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de leurs fonctions.

Lesdits fonctionnaires ont le droit de constater sur-le-champ par procès-verbal faisant foi jusqu'à la preuve du contraire les actes punissables visés au présent article.

CHAPITRE VII. — Dispositions spéciales pour navires battant pavillon étranger

Art. 29. Lorsqu'un navire bat le pavillon d'un Etat qui n'est pas partie à la convention internationale pour la sauvegarde de la vie humaine en mer ou à la convention concernant les lignes de charge, la loi du pays dont le navire bat pavillon est prise comme règle, à condition qu'elle accorde aux navires belges un traitement identique et qu'elle soit reconnue par arrêté royal comme équivalente à la loi belge.

CHAPITRE VIII. — Rétributions

Art. 30. Le Roi détermine les rétributions qui peuvent être perçues du chef de la visite d'un navire, d'un bâtiment ou d'un engin, de la délivrance de tout certificat quelconque ou d'une autorisation de départ ainsi que de toute intervention faite par l'autorité compétente dans le cadre des fonctions qui lui sont imposées par la loi ou les arrêtés d'exécution de cette loi.

CHAPITRE IX. — Dispositions finales

Art. 31. Le service de l'inspection maritime est organisé par arrêté royal.

Art. 32. Le Roi prend les mesures transitoires nécessaires.

Art. 33. Dans l'article 63 de la loi du 21 août 1879 contenant le livre II du Code de commerce, modifiée par la loi du 25 août 1920, les mots « permis de navigation » sont remplacés par les mots « Le certificat de navigabilité ou le certificat provisoire de navigabilité et le cas échéant les certificats internationaux requis ».

Art. 34. Les articles 9 et 10 de la loi du 30 juillet 1926 instituant un Conseil d'enquête maritime sont remplacés par les dispositions suivantes :

« Article 9. Le Conseil d'enquête connaît en outre de l'appel des décisions de l'autorité compétente conformément à l'article 18 de la loi sur la sécurité des navires.

» Article 10. Dans le cas prévu à l'article 14, § 1er, deuxième alinéa, de la loi sur la sécurité des navires, le président du Conseil d'enquête maritime peut autoriser l'autorité compétente à retenir un navire, le capitaine ou le propriétaire du navire entendu ou dûment appelé. »

Art. 35. La loi du 25 août 1920 sur la sécurité des navires, modifiée par les articles 9 et 10 de la loi du 30 juillet 1926, est abrogée.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 5 juin 1972.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre des Communications,

F. DELMOTTE

Vu et scellé du sceau de l'Etat :
Le Ministre de la Justice,

A. VRANCKX

Art. 28. Met de straffen gesteld in de artikelen 276, 280 en 281 van het Strafwetboek naar het aldaar voorziene onderscheid en onverminderd de toepassing van de artikelen 399, 400 en 401 van hetzelfde Wetboek, wordt gestraft ieder die de ambtenaren van de dienst van de zeevaartinspectie in de uitoefening of naar aanleiding van de uitoefening van hun ambt smaadt of slaat.

Gezegde ambtenaren hebben het recht de bij dit artikel bedoelde strafbare handelingen op staande voet vast te stellen door middel van een proces-verbaal dat bewijskracht heeft tot het tegenbewijs is geleverd.

HOOFDSTUK VII

Bijzondere bepalingen voor schepen onder vreemde vlag.

Art. 29. Ingeval een schip de vlag van een Staat voert die geen partij is bij het Internationaal Verdrag op de beveiliging van mensenlevens op zee of bij het Internationaal Verdrag betreffende de uitwatering van schepen, wordt de wet van het land waarvan het schip de vlag voert, tot regel genomen, op voorwaarde dat die wet aan Belgische schepen een gelijke behandeling toestaat en dat zij bij koninklijk besluit als gelijkwaardig met de Belgische wet wordt erkend.

HOOFDSTUK VIII. — Retributies

Art. 30. De Koning bepaalt de retributies die kunnen geheven worden wegens de schouwing van een schip, vaartuig of tuig, de afgifte van enig certificaat of van een toelating tot afvaart, alsmede elke andere handeling, verricht door de bevoegde overheid in het raam van de functies haar door deze wet of uitvoeringsbesluiten opgelegd.

HOOFDSTUK IX. — Eindbepalingen

Art. 31. De dienst van de zeevaartinspectie wordt ingericht bij koninklijk besluit.

Art. 32. De Koning neemt de noodzakelijke overgangsmaatregelen.

Art. 33. In artikel 63 van de wet van 21 augustus 1879 houdende boek II van het Wetboek van koophandel, gewijzigd bij de wet van 25 augustus 1920, worden de woorden « De bewijzen van deugdelijkheid » vervangen door « Het certificaat van deugdelijkheid of het voorlopig certificaat van deugdelijkheid en in voorkomend geval de vereiste internationale certificaten ».

Art. 34. De artikelen 9 en 10 van de wet van 30 juli 1926 tot instelling van de Onderzoeksraad voor de Zeevaart worden vervangen door de volgende bepalingen :

« Artikel 9. De Onderzoeksraad neemt bovendien kennis van het beroep tegen de beslissingen van de bevoegde overheid ingesteld overeenkomstig artikel 18 van de wet op de veiligheid der schepen.

» Artikel 10. In het geval voorzien bij artikel 14, § 1, tweede lid, van de wet op de veiligheid der schepen, kan de voorzitter van de Onderzoeksraad voor de Zeevaart, na de kapitein of de scheepseigenaar gehoord of behoorlijk opgeroepen te hebben, aan de bevoegde overheid machtiging verlenen een schip op te houden. »

Art. 35. De wet van 25 augustus 1920 op de veiligheid der schepen, gewijzigd bij de artikelen 9 en 10 van de wet van 30 juli 1926, wordt opgeheven.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 5 juni 1972.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Verkeerswezen,

Gezien en met 's Lands zegel gezegd :
De Minister van Justitie,